



IRNC

Institut de recherche sur la Résolution Non-Violente des Conflits



Série : La désobéissance civile au service du droit

3. Stratégie de la désobéissance civile

Émeline Boulogne

11.09.2013

Les grandes campagnes de Gandhi

La première mise en œuvre stratégique de la désobéissance civile par Gandhi a lieu lors de son séjour en Afrique du Sud. De 1893 à 1914, il lutte aux côtés des Indiens immigrés afin de faire valoir leurs droits de citoyens.

Lorsque Gandhi rentre à Bombay en 1915, l'Inde commence à chercher son indépendance. Gandhi précise alors que selon lui, le joug le plus sévère n'est pas celui de la violence de la colonisation britannique, mais celui de la résignation des Indiens et de leur coopération à la domination étrangère.

Pour parvenir à cette indépendance, Gandhi met en exergue le principe de non-coopération. Il affirme que la responsabilité et les convictions du citoyen doivent primer sur son souci d'obéissance à la loi. C'est le fondement de la stratégie de désobéissance civile dont il est le promoteur.

Gandhi met en évidence une des limites de la résistance violente : elle **«vise des hommes qui peuvent être remplacés»**. Ainsi, **«elle laisse le mal intact et souvent l'aggrave»**. **«Aussi, la lutte non-violente consiste-t-elle à éradiquer le mal sans chercher à éliminer le malfaiteur»**.

À défaut d'un accord avec l'Empire Britannique pour se voir accorder l'indépendance, le Congrès indien la proclame le 26 janvier 1930. La force de cette proclamation réside en ce que les Indiens ne se contentent pas de demander l'indépendance, mais la proclament unilatéralement.

Gandhi poursuit sa lutte par l'organisation de la marche du sel. Il invite chaque citoyen à désobéir la loi sur le sel en récoltant individuellement un peu d'eau de mer à faire bouillir pour fabriquer soi-même son propre sel, gratuitement.



La désobéissance civile durant la 2^{ème} guerre mondiale

À l'époque du gouvernement de Vichy, de la collaboration et de la Résistance, se pose une nouvelle fois la question de l'obéissance inconditionnelle. En effet, sans avoir la prétention de refaire l'Histoire, on peut imaginer que si le peuple allemand avait osé désobéir à Hitler, ce dernier n'aurait pas pu rester au pouvoir.

C'est à cela que réfléchit Hannah Arendt suite au procès d'Adolf Eichmann. Elle précise que cet adjoint de Hitler **«a agi, selon la règle, il a examiné l'ordre qui lui était donné du point de vue de sa légalité «manifeste» c'est-à-dire de sa «régularité». Il n'avait pas besoin de se rabattre sur sa «conscience»**». Le totalitarisme a véritablement déshumanisé les hommes en instillant dans leur conscience endormie le commandement «Tu tueras».

La seconde Guerre Mondiale a été le théâtre de mouvements de désobéissance civile malheureusement trop peu cités dans les livres d'histoire.

On peut citer, sans entrer dans les détails, la résistance des professeurs norvégiens qui s'opposèrent aux principes de l'organisation de la Jeunesse prescrits par le *Nasjonal Samling* (parti pro-nazi norvégien). Jugeant les prescriptions du parti contraires à leur conscience, les professeurs les refusèrent et furent, pour cela, envoyés en camps de travail forcé. Par l'ampleur de cette campagne qui gagna l'opinion publique, le ministre des Écoles ne put mener son projet à terme.

Un autre exemple qui prouve la force de la non-coopération est celui de la résistance des 7 policiers de Nancy qui, en 1942, informèrent

les Juifs qu'on viendrait les chercher à leur domicile, afin qu'ils puissent fuir ou se cacher.

Bien sûr, il faut rappeler les exemples de collaboration : la police française sous Vichy, la rafle du Vél' d'Hiv ou l'attitude du haut-fonctionnaire Maurice Papon.



Les grandes campagnes de Martin Luther King

Martin Luther King est connu par sa lutte pour la reconnaissance des droits civiques de la communauté noire aux États-Unis.

En 1963, Martin Luther King organise à Birmingham une campagne d'action directe contre la ségrégation qui sera l'une des plus marquantes dans sa lutte. Le «Manifeste de Birmingham» qu'il publie exige la déségrégation des lieux publics et l'embauche des Noirs dans les commerces et industries locales.

Des sit-in s'organisent, et chaque jour des dizaines de Noirs sont jetés en prison. Martin Luther King se voit même interdire par la Cour de l'État toute participation à des manifestations.

Dans tous ses discours et messages, il prône la non-violence et le refus d'obéissance de la manière la plus civilisée possible.

La mobilisation ne cesse de grandir : les étudiants prennent part au mouvement et se laissent emprisonner alors que la répression se durcit.

Après une lutte mouvementée, la Cour Suprême de l'Alabama, le 20 mai 1963, déclare inconstitutionnelle la réglementation ségrégationniste de Birmingham.

Martin Luther King continue ensuite son combat, préconisant une désobéissance civile de masse où s'unissent Noirs et Blancs pour revendiquer l'éradication de la pauvreté. Le 4 avril 1968, à Memphis, a lieu une manifestation d'éboueurs pour réclamer une hausse de salaire. Martin Luther King, venu apporter son soutien, est assassiné.



Never forget that everything Hitler did in Germany was legal.

- Martin Luther King, Jr.

La lutte non-violente contre le communisme en URSS et en Europe de l'Est

La chute du Mur de Berlin résulte des mouvements de résistance qui ont peu à peu émergé au sein des sociétés civiles de l'Europe Centrale. Citons notamment la "révolution de velours" en Tchécoslovaquie.

En fait, c'est l'entrée en dissidence de quelques citoyens, convaincus de l'importance de dévoiler les mensonges du régime communiste, qui a conduit à la désobéissance de la majorité.

Dans son texte *Refusons de collaborer avec le mensonge*, l'écrivain Alexandre Soljenitsyne s'adresse à ses concitoyens en les incitant à résister contre l'oppression soviétique. Il n'admet ni la fatalité, ni la résignation, et indique que c'est la démission citoyenne qui fait obéir chacun au mensonge. Ainsi peut régner le totalitarisme.

Pour lui, la résistance consiste en une action collective de non-collaboration qui, bien que risquée, est beaucoup plus facile et efficace à plusieurs. Les citoyens doivent veiller à ne pas être "artisans de l'oppression" qu'ils dénoncent.

Avec quelques comportements simples, comme ne pas donner son accord à une proposition qui ne correspond pas à sa propre pensée, Soljenitsyne parie que la société commencerait à changer.

En Pologne, dès 1968, la non-collaboration des citoyens prend de l'ampleur. L'épopée du syndicat *Solidarnosc* en témoigne. Le 14 août 1980, 17 000 ouvriers de Gdansk entrent en grève pour défendre une des coorganisatrices d'un syndicat indépendant. La grève se propage dans tout le pays, et le 31 août, le pouvoir est contraint de signer les «accords de Gdansk» autorisant la création de syndicats indépendants.

Le message d'indépendance et de liberté portés par *Solidarnosc* gagne les travailleurs de l'Europe de l'Est et inquiète les dirigeants. L'appareil communiste est désemparé, mais ne peut agir militairement.

En 1981, *Solidarnosc* est interdit par le gouvernement du général Jaruzelski. Peu importe, les militants bravent la censure et publient des tracts, des brochures, des livres etc., toujours avec l'objectif de refuser le mensonge et la dictature.

En 1989, *Solidarnosc* parvient à être légalisé et obtient la tenue de nouvelles élections au Sénat et à la Diète (chambre des députés) : le premier gouvernement non communiste est dirigé par Tadeusz Mazowiecki.

Les caractéristiques d'une campagne de désobéissance civile – L'état de nécessité

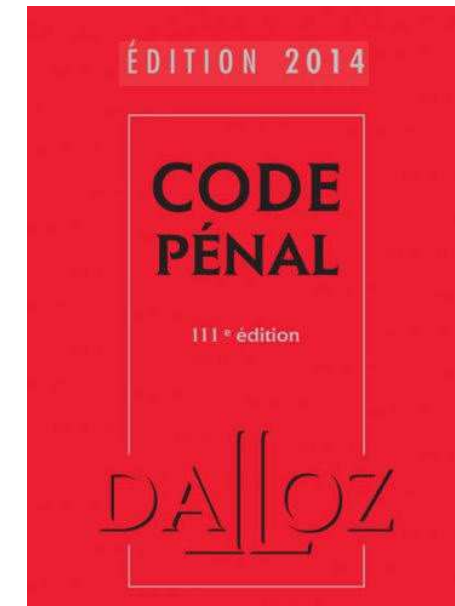
Une campagne de désobéissance civile est différente d'une action directe non-violente. Elle se caractérise par la durée, le nombre de citoyens engagés, un objectif précis et l'instauration d'un nouveau rapport de force.

Même si la désobéissance civile est absente des discours politiques, sa possibilité est affirmée dans la législation, par exemple dans l'article 122-7 du Code Pénal : **«N'est pas responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace.»**.

Dans le cadre de cet «état de nécessité », la jurisprudence peut reconnaître un « fait justificatif »

qui efface le caractère délictueux de l'infraction commise. En conséquence, l'auteur est dispensé de la peine normalement requise.

Un des exemples qui illustre cette exception est celui de l'affaire Louise Menard, accusée en 1898 d'avoir volé un pain. Le juge Magnaud, alors chargé de l'affaire, estime qu'au delà de la faute de l'individu, il importe de réfléchir sur le rôle de la société et sur les manquements qu'elle a commis. Ce qui compte, avant tout, est de replacer l'infraction dans son contexte social.



La désobéissance civile à l'heure française

De nombreux exemples de luttes ont marqué l'histoire de la désobéissance civile en France, même s'ils ne sont pas tous très connus. Nous en présentons 4 ici :

L'Action Civique Non-Violente

Lors de la guerre d'Algérie, des citoyens se rassemblent autour de l'ACNV pour réclamer la suppression des camps d'assignation à résidence. Ils proposent l'organisation d'un service civil en Algérie, un **«chantier que nous ouvrons pour soulager la misère des plus pauvres»**. Trente volontaires rejoindront ce groupe de l'ACNV et seront arrêtés, incarcérés, jugés et condamnés. De cette lutte résulte la création en 1963 d'un statut des objecteurs de conscience.

Les objecteurs insoumis

Jugés pour «refus d'obéissance et abandon de poste», écopant de 6

mois de prison avec sursis, ces citoyens ont refusé de se soumettre au service civil militarisé et ont exigé d'autres affectations. Les missions de protection civile ou à l'ONF qu'on leur proposait alors étaient trop loin de leurs valeurs et préoccupations. Ils décidèrent donc, après avoir refusé leur affectation et entrepris une grève de la faim, de choisir leur service civil dans une association qu'ils estimaient mieux répondre à leurs attentes. Cette modalité du service civil finira par être validée, non sans peine. Jacques Chirac décidera de la fin de la conscription militaire en 1996.

La loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG)

En 1920, l'article 317 du Code Pénal criminalise l'IVG. En 1971, par le « Manifeste des 343 », des femmes déclarent publiquement avoir avorté. En 1972, Marie Claire, 16 ans, victime d'un viol, est accusée d'avoir avorté.

En 1973, 331 médecins s'accusent publiquement d'avoir aidé des jeunes à avorter. Finalement, le projet de loi présenté par Simone Veil en 1975 sera adopté par l'Assemblée Nationale.

La lutte des paysans du Larzac

Pendant 10 ans, de 1971 à 1981, les paysans du Larzac ont lutté contre le projet d'expropriation de leur terre par l'armée. Leur lutte a été radicalisée par 2 actes de désobéissance civile :

- le renvoi par 3 000 citoyens de leur livret militaire au Ministère de la Défense,
- le refus de milliers de citoyens de payer 3 % de leur impôt sur le revenu et leur décision de les redistribuer aux paysans qui s'en sont servi pour construire une bergerie. Les citoyens engagés dans cette action voulaient signifier par là que le paiement de l'impôt est un geste politique et non une formalité administrative.

La désobéissance civile à l'heure française

Afin de montrer que la stratégie de la désobéissance civile est bien présente aujourd'hui, nous citerons ici 3 exemples de luttes actuelles ou récentes.

Le Droit Au Logement (DAL)

La DAL, association pour le Droit au logement, a été fondée en 1990 suite au campement de familles pendant 4 mois dans des immeubles du XXème arrondissement de Paris, desquels elles avaient été expulsées. L'association a pour objectif l'obtention d'un droit au logement décent pour tous. La volonté première est de mettre le sujet au débat sur la place publique, et de faire valoir des revendications mais toujours par une «action collective [...] non violente».

En 2007, suite à l'occupation du 24 rue de la Banque par DAL, Macaq et Jeudi Noir (qui créent le *Ministère de la Crise du Logement*), le maire de Paris achète l'immeuble et le fait

rénover par une société d'Habitat à Loyer Modéré (HLM). Dans le même temps, la loi sur le droit au logement opposable (DALO) est publiée au Journal Officiel.

Réseau Ecole Sans Frontières (RESF)

En 2004, des enseignants et des parents d'élèves se mobilisent pour venir en aide à des enfants étrangers scolarisés en France, qui sont menacés d'expulsion. Ce réseau de soutien devient RESF.

En 2006, suite aux menaces d'expulsion proférées par Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, le *Réseau* publie une pétition dans laquelle il affirme héberger et nourrir les personnes concernées par ces expulsions, et cela sans les dénoncer à la Police. Il y aura plus de 125 000 signataires.

Les faucheurs volontaires

En 2003, est publiée la Charte des Faucheurs Volontaires, avec l'objectif

de susciter un débat sur les dangers de la culture et de la consommation d'OGM.

Le 25 juillet 2004, à Merville, une foule envahit un champ de maïs transgénique, et chaque personne présente arrache volontairement un épi. La police n'intervient pas, mais prend des photos et relève les numéros d'immatriculation des véhicules.

Quelques temps plus tard, 9 faucheurs sont cités à comparaître. Par solidarité, 224 faucheurs se constituent "comparants volontaires". Ils affirment ainsi qu'ils assument leur transgression de la loi et la sanction encourue.

La demande des comparants volontaires à passer en jugement est rejetée, et les 9 prévenus initiaux sont condamnés.

En 2008, à l'inverse, le Tribunal correctionnel de Chartres relaxe 58 faucheurs en reconnaissant «l'état de nécessité» comme justification à l'infraction pénale commise.

Sources bibliographiques :

Jean-Marie Muller,
*L'impératif de désobéissance. Fondements
philosophiques et stratégiques de la
désobéissance civile*
Le passager clandestin, 2011.

L'impératif de désobéissance

Fondements philosophiques
et stratégiques de la désobéissance civile



Jean-Marie MULLER

le passager clandestin